

Délibération n° 2020-07-28/20

Objet : Création des postes contrat 3.3.2 catégorie C - Secteur éducation enfance jeunesse

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MARDI 28 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le mardi vingt-huit juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 22 juillet 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE
Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER – Patricia NIVESSE
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO – Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA
Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS – Isabelle GIANIEL - Laurent
TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absent représenté : Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO

Monsieur le Maire rapporte :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Les normes relatives aux taux d'encadrement et à la qualification des encadrants dans le secteur de l'Education Enfance Jeunesse s'appliquent au temps de restauration et périscolaire. Les articles R. 227-15 et R. 227-16 du code de l'action sociale et des familles (CASF) et le décret n° 2013-707 du 2 août 2013 fixent trois types de taux d'encadrement à respecter en fonction de la nature de l'accueil organisé :

- dans les accueils de loisirs périscolaires,
- dans les accueils de loisirs périscolaires organisés dans le cadre d'un projet éducatif,
- dans les accueils de loisirs extrascolaires.

Les taux d'encadrement s'appliquent au regard de l'effectif global d'enfants accueillis, sans distinction de la nature de l'activité proposée à l'enfant. Afin de respecter cet encadrement, il convient de recruter 9 agents catégorie C (7 agents au grade d'adjoint d'animation, 1 agent au grade d'adjoint technique et 1 agent au grade d'adjoint administratif). Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par des agents contractuels sur la base de l'article 3-3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et les articles 18 à 21 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019.

En effet, ces agents contractuels seraient recrutés à durée déterminée pour une durée de 3 ans dans les cas suivants :

- le résultat du jury de recrutement ne statue pas sur le recrutement de candidats titulaires de la fonction publique,
- la nature de la fonction d'animateur et d'encadrant auprès des enfants nécessite le recours à un agent contractuel compétent, qui justifie de l'expérience professionnelle souhaitée par l'autorité territoriale,
- le respect des règles de taux d'encadrement dans le secteur Education, enfance et jeunesse.

Le contrat des agents sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

Les agents doivent justifier de leur niveau scolaire et de leur expérience professionnelle. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, au 1^{er} échelon.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- ✦ diffuser les vacances d'emploi correspondantes,
- ✦ procéder au jury de recrutement pour ces postes vacants,
- ✦ signer tout acte référent à ces embauches,
- ✦ dire que la masse salariale correspondante est inscrite au budget de la commune au chapitre 012,
- ✦ dire que ces 9 postes sont des postes permanents existants au tableau des effectifs de la commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 26 voix (3 abstentions : C. Prost – L. Taton – C. Sarochar).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 28 juillet 2020
Le Maire
Jean-Pierre RICO

